

Appel à demandes de participation - Mission de collaboration relative au contrôle de qualité des réviseurs d'entreprises qui effectuent des contrôles auprès d'entreprises

Bulletin des Adjudications



Publication du Service Fédéral e-Procurement

SPF P&O - 51, rue de la Loi B-1040 Bruxelles

+32 27905200

e.proc@publicprocurement.be

www.publicprocurement.be

AVIS DE MARCHÉ

SECTION I: POUVOIR ADJUDICATEUR

I.1) NOM, ADRESSES ET POINT(S) DE CONTACT

Nom officiel: FSMA Code d'identification national:

Adresse postale: Rue du Congrès, 12-14

Localité/Ville: BRUXELLES Code postal: 1000

Pays: Belgique Téléphone: +32 22205370

Point(s) de contact: Monsieur Egwin Schoolmeesters

À l'attention de:

Courrier électronique (e-mail): buy@fsma.be Fax:

Adresse(s) internet (le cas échéant)

Adresse générale du pouvoir adjudicateur (URL): www.fsma.be

Adresse du profil d'acheteur (URL):

Accès électronique à l'information (URL): <https://cloud.3p.eu/Downloads/1/402/OV/2017>

Soumission des offres et des demandes de participation par voie électronique (URL):

Adresse auprès de laquelle des informations complémentaires peuvent être obtenues

- auprès du ou des points de contact susmentionnés
- Autre: (compléter l'annexe A.I)

Adresse auprès de laquelle le cahier des charges et les documents complémentaires (y compris les documents relatifs à un dialogue compétitif et à un système d'acquisition dynamique) peuvent être obtenus

- auprès du ou des points de contact susmentionnés
- Autre: (compléter l'annexe A.II)

Adresse à laquelle les offres ou demandes de participation doivent être envoyées

- auprès du ou des points de contact susmentionnés
- Autre: (compléter l'annexe A.III)

I.2) TYPE DE POUVOIR ADJUDICATEUR (dans le cas d'un avis publié par un pouvoir adjudicateur)

- Ministère ou toute autre autorité nationale ou fédérale, y compris leurs subdivisions régionales ou locales
- Agence/office national(e) ou fédéral(e)
- Autorité régionale ou locale
- Agence/office régional(e) ou local(e)
- Organisme de droit public
- Institution/agence européenne ou organisation internationale
- Autre: (veuillez préciser)

Appel à demandes de participation - Mission de collaboration relative au contrôle de qualité des réviseurs d'entreprises qui effectuent des contrôles auprès d'entreprises

○

I.3) ACTIVITÉ PRINCIPALE *(dans le cas d'un avis publié par un pouvoir adjudicateur)*

- | | |
|--|---|
| <input type="checkbox"/> Services généraux des administrations publiques | <input type="checkbox"/> Logement et équipements collectifs |
| <input type="checkbox"/> Défense | <input type="checkbox"/> Protection sociale |
| <input type="checkbox"/> Ordre et sécurité publics | <input type="checkbox"/> Loisirs, culture et religion |
| <input type="checkbox"/> Environnement | <input type="checkbox"/> Éducation |
| <input checked="" type="checkbox"/> Affaires économiques et financières | <input type="checkbox"/> Autre: <i>(veuillez préciser)</i> |
| <input type="checkbox"/> Santé | |

I.4) ATTRIBUTION DE MARCHÉ POUR LE COMPTE D'AUTRES POUVOIRS ADJUDICATEURS

Le pouvoir adjudicateur agit pour le compte d'autres pouvoirs adjudicateurs: ○ oui ○ non
(si oui, des informations supplémentaires sur ces pouvoirs adjudicateurs peuvent être fournies à l'annexe A)

Appel à demandes de participation - Mission de collaboration relative au contrôle de qualité des réviseurs d'entreprises qui effectuent des contrôles auprès d'entreprises

SECTION II: OBJET DU MARCHÉ

II.1) DESCRIPTION

II.1.1) Intitulé attribué au marché par le pouvoir adjudicateur

Appel à demandes de participation - Mission de collaboration relative au contrôle de qualité des réviseurs d'entreprises qui effectuent des contrôles auprès d'entreprises autres que d'intérêt public

II.1.2) Type de marché et lieu d'exécution, de livraison ou de prestation

(Ne choisir qu'une seule catégorie – travaux, fournitures ou services – correspondant le plus à l'objet spécifique de votre marché ou de vos achats)

<input type="radio"/> Travaux <input type="checkbox"/> Exécution <input type="checkbox"/> Conception et exécution <input type="checkbox"/> Exécution, par quelque moyen que ce soit, de travaux répondant aux exigences spécifiées par le pouvoir adjudicateur	<input type="radio"/> Fournitures <input type="radio"/> Achat <input type="radio"/> Crédit-bail <input type="radio"/> Location <input type="radio"/> Location-vente <input type="radio"/> Plusieurs de ces formes	<input checked="" type="radio"/> Services Catégorie de services n°: 27 <i>Voir l'annexe C1 pour les catégories de services</i>
Lieu principal d'exécution des travaux, de livraison des fournitures ou de prestation des services: FSMA, Rue du Congrès, 12-14 à 1000 BRUXELLES		
Code NUTS: BE1		

II.1.3) Information sur le marché public, l'accord-cadre ou le système d'acquisition dynamique

- L'avis concerne un marché public
 L'avis concerne la mise en place d'un système d'acquisition dynamique (SAD)
 L'avis concerne la mise en place d'un accord-cadre

II.1.4) Information sur l'accord-cadre (le cas échéant)

<input checked="" type="radio"/> Accord-cadre avec plusieurs opérateurs Nombre ou (le cas échéant) nombre maximal 50 de participants à l'accord-cadre envisagé	<input type="radio"/> Accord-cadre avec un seul opérateur
---	---

Durée de l'accord-cadre

Durée en années: _____ ou en mois: **16**

Justification d'un accord-cadre dont la durée dépasse quatre ans:

Estimation de la valeur totale des acquisitions pour l'ensemble de la durée de l'accord-cadre (le cas échéant, en chiffres uniquement)	
Valeur estimée hors TVA:	Monnaie:
ou fourchette: entre _____ et _____	Monnaie:
Fréquence et valeur des marchés à attribuer: <i>(si elles sont connues)</i>	

Appel à demandes de participation - Mission de collaboration relative au contrôle de qualité des réviseurs d'entreprises qui effectuent des contrôles auprès d'entreprises
II.1.5) Description succincte du marché ou de l'achat/des achats

Le marché porte sur la désignation d'inspecteurs visés à l'article 52, §4 de la loi du 7 décembre 2016 portant organisation de la profession et de la supervision des réviseurs d'entreprises pour la réalisation d'inspections auprès de réseaux, des cabinets de réviseurs d'entreprises ou des réviseurs d'entreprises qui effectuent le contrôle auprès d'entreprises autres que d'intérêt public.

Les missions sont à réaliser au courant des quatre derniers mois de 2017 et en 2018.

Appel à demandes de participation - Mission de collaboration relative au contrôle de qualité des réviseurs d'entreprises qui effectuent des contrôles auprès d'entreprises
II.1.6) Classification CPV (vocabulaire commun pour les marchés publics)

	Descripteur principal	Descripteur supplémentaire (le cas échéant)
Objet principal	79212300	

II.1.7) Marché couvert par l'accord sur les marchés publics (AMP)

oui non

II.1.8) Division en lots (pour fournir des précisions concernant les lots, utiliser l'annexe B autant de fois qu'il y a de lots)

oui non

Dans l'affirmative, les offres doivent être soumises pour (ne cocher qu'une seule case):

- un seul lot
 un ou plusieurs lots
 tous les lots

II.1.9) Des variantes seront prises en considération

oui non

II.2) QUANTITÉ OU ÉTENDUE DU MARCHÉ

II.2.1) Quantité ou étendue globale (y compris, le cas échéant, tous les lots et toutes les options)

(le cas échéant, en chiffres uniquement) Valeur hors TVA:	Monnaie:
ou fourchette: entre et	Monnaie:

II.2.2) Information sur les options (le cas échéant)

Options oui non

(si oui) description de ces options:

(si elles sont connues) calendrier prévisionnel de l'exercice de ces options:

en mois: ou en jours: (à compter de la date d'attribution du marché)

II.2.3) Reconduction (le cas échéant)

Ce marché peut faire l'objet d'une reconduction oui non

Nombre de reconductions éventuelles: (si elles sont connues) ou fourchette: entre et

(si elles sont connues) dans le cas de marchés de fournitures ou de services susceptibles d'être reconduits, calendrier prévisionnel des marchés ultérieurs:

en mois: ou en jours: (à compter de la date d'attribution du marché)

II.3) DURÉE DU MARCHÉ OU DÉLAI D'EXÉCUTION

Durée en mois: 16	ou en jours:	(à compter de la date d'attribution du marché)
ou Début	(jj/mm/aaaa)	
Fin	(jj/mm/aaaa)	

Appel à demandes de participation - Mission de collaboration relative au contrôle de qualité des réviseurs d'entreprises qui effectuent des contrôles auprès d'entreprises

SECTION III: RENSEIGNEMENTS D'ORDRE JURIDIQUE, ECONOMIQUE, FINANCIER ET TECHNIQUE

III.1) CONDITIONS RELATIVES AU CONTRAT

III.1.1) Cautionnement et garanties exigés (le cas échéant)

III.1.2) Modalités essentielles de financement et de paiement et/ou références aux textes qui les réglementent

III.1.3) Forme juridique que devra revêtir le groupement d'opérateurs économiques attributaire du marché (le cas échéant)

III.1.4) L'exécution du marché est soumise à d'autres conditions particulières (le cas échéant)

oui non

Dans l'affirmative, description de ces conditions

III.2) CONDITIONS DE PARTICIPATION

III.2.1) Situation propre des opérateurs économiques, y compris exigences relatives à l'inscription au registre du commerce ou de la profession

Renseignements et formalités nécessaires pour évaluer si ces exigences sont remplies:

Les dispositions ci-dessous sont également applicables individuellement à tous les participants qui, en tant que groupement sans personnalité juridique déposent ensemble une candidature et à (aux) entité(s) à laquelle/auxquelles le candidat fait appel (le(s) sous-traitant(s)) lorsque la capacité de cette/ces entité(s) est déterminante pour sa sélection.

Travailleurs en séjour illégal

En application de l'article 20 §1/1 de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services, sera en principe exclu de l'accès au marché, à quelque stade que ce soit de la procédure, tout candidat pour lequel il est établi qu'il a occupé, en tant qu'employeur, des ressortissants de pays tiers en séjour illégal au sens de la loi du 11 février 2013 prévoyant des sanctions et des mesures à l'encontre des employeurs de ressortissants de pays tiers en séjour illégal. L'exclusion de la participation aux marchés publics vaut pour une durée pouvant aller jusqu'à cinq ans.

Par le seul fait de participer à ce marché, le candidat atteste sur l'honneur qu'il n'occupe pas et qu'il n'occupera pas, en tant qu'employeur, des ressortissants de pays tiers en séjour illégal au sens de la loi du 11 février 2013 prévoyant des sanctions et des mesures à l'encontre des employeurs de ressortissants de pays tiers en séjour illégal.

Dettes sociales ou fiscales

* En application des articles 60 et 62 de l'Arrêté Royal du 15 juillet 2011, le candidat employant du personnel assujéti à la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs n'est pas obligé d'ajouter une attestation ONSS à sa candidature. L'attestation porte sur l'avant-dernier trimestre civil écoulé avant la date limite de réception des candidatures. Le pouvoir adjudicateur vérifiera lui-même par voie électronique si le candidat est en règle via l'application Digiflow /télémarc.

Le candidat employant du personnel relevant d'un autre État membre de l'Union européenne joint à sa candidature une attestation délivrée par l'autorité compétente certifiant que, suivant compte arrêté au plus tard à la date limite de réception des candidatures, il est en règle à cette date avec ses obligations relatives au paiement des cotisations de sécurité sociale selon les dispositions légales du pays où il est établi.

* En application des articles 60 et 63 de l'Arrêté Royal du 15 juillet 2011, le candidat joint une attestation récente dont il résulte qu'il est en règle par rapport à ses obligations fiscales selon les dispositions légales du pays où il est établi. L'attestation porte sur la dernière période fiscale écoulée avant la date limite de réception des candidatures. Si le candidat est belge, l'attestation émane du SPF Finances et le pouvoir adjudicateur vérifiera lui-même par voie électronique si le candidat est en règle via l'application Digiflow/télémarc.

Tout candidat ayant des dettes sociales ou fiscales supérieures à 3000 euros sera considéré comme étant en règle s'il établit, avant la décision de sélection, qu'il possède, à la fin de la période visée à l'égard d'un pouvoir adjudicateur au sens de l'article 2, 1°, de la loi ou d'une entreprise publique au sens de l'article 2, 2°, de la loi, une ou des créances certaines, exigibles et libres de tout engagement à l'égard de tiers pour un montant au moins égal, à 3.000 euros près, à celui pour lequel il est en retard de paiement de cotisations. À cette fin, le candidat est tenu de joindre à sa candidature la preuve de telles créances.

Autres causes d'exclusion

Appel à demandes de participation - Mission de collaboration relative au contrôle de qualité des réviseurs d'entreprises qui effectuent des contrôles auprès d'entreprises

* Le candidat joindra un extrait du casier judiciaire délivré à une date ne pouvant être antérieure à 12 mois avant la date de remise des candidatures ou un document équivalent délivré par une autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine ou de provenance et dont il résulte que le candidat concerné :

- n'a pas fait l'objet d'une condamnation prononcée par un jugement ayant force de chose jugée pour participation à une organisation criminelle, corruption, fraude ou blanchiment de capitaux ;
- n'est pas en état de faillite, de liquidation, de cessation d'activités, de réorganisation judiciaire ou dans toute situation analogue résultant d'une procédure de même nature existant dans les législations ou réglementations nationales ;
- n'a pas fait l'aveu de sa faillite et n'a pas fait l'objet d'une procédure de liquidation, de réorganisation judiciaire ou de toute autre procédure de même nature existant dans les législations et réglementations nationales ;
- n'a pas fait l'objet d'une condamnation prononcée par un jugement ayant force de chose jugée pour tout délit affectant sa moralité professionnelle ;

* En outre, le pouvoir adjudicateur s'assurera que le candidat :

- en matière professionnelle, n'a pas commis une faute grave dûment constatée par tout moyen dont le pouvoir adjudicateur pourra justifier ;
- ne s'est pas rendu gravement coupable de fausses déclarations ;
- n'a pas fait l'objet de mesures disciplinaires et n'a pas été soumis à un contrôle anticipé durant les 10 dernières années.

III.2.2) Capacité économique et financière

Renseignements et formalités nécessaires pour évaluer si ces exigences sont remplies:	Niveau(x) spécifique(s) minimal(aux) exigé(s) (le cas échéant):
Néant	0

III.2.3) Capacité technique

Renseignements et formalités nécessaires pour évaluer si ces exigences sont remplies:	Niveau(x) spécifique(s) minimal(aux) exigé(s) (le cas échéant):
<p>Pour être sélectionné, l'inspecteur doit répondre aux conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • avoir une expérience professionnelle appropriée en matière de contrôle légal des comptes et d'information financière ; • avoir une connaissance et une expérience approfondie des normes internationales ISA, des normes ISQC1 et du cadre légal de la loi du 7 décembre 2016 portant organisation de la profession et de la supervision des réviseurs d'entreprises. • Une déclaration confirmant qu'il : <ul style="list-style-type: none"> ° s'engage à prendre part à 100% aux travaux d'audit à réaliser ; ° s'engage à effectuer les missions dans les délais impartis. <p>Afin de démontrer qu'il répond à ces critères, le soumissionnaire joint à son offre les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • CV détaillé reprenant les expériences pertinentes et les compétences linguistiques; • description des cinq missions les plus importantes durant les 3 dernières années ayant un lien avec les prestations proposées ; • la lettre-type signée (voir annexe) reprenant : <ul style="list-style-type: none"> ° l'engagement de participation à 100% à la mission; ° l'engagement de confidentialité; ° déclaration d'absence de mesures disciplinaires ou de contrôle anticipé lors des 10 dernières années ; ° le nom du réseau, le cabinet de réviseurs d'entreprises et les réviseurs d'entreprises avec 	5

Appel à demandes de participation - Mission de collaboration relative au contrôle de qualité des réviseurs d'entreprises qui effectuent des contrôles auprès d'entreprises
lesquels il a collaboré au cours des trois dernières années en tant que partenaire, en tant que travailleur ou de toute autre manière, ou le nom de la personne avec laquelle il a un conflit d'intérêts potentiel, en mentionnant la base de ce conflit d'intérêts;

III.2.4) Marchés réservés (le cas échéant)

- Le marché est réservé à des ateliers protégés
- Le marché sera exécuté uniquement dans le cadre de programmes d'emplois protégés

Appel à demandes de participation - Mission de collaboration relative au contrôle de qualité des réviseurs d'entreprises qui effectuent des contrôles auprès d'entreprises
III.3) CONDITIONS PROPRES AUX MARCHÉS DE SERVICES

III.3.1) La prestation est réservée à une profession particulière

oui non

Dans l'affirmative, référence des dispositions législatives, réglementaires ou administratives applicables:

III.3.2) Les personnes morales sont tenues d'indiquer les noms et qualifications professionnelles des membres du personnel chargés de la prestation

oui non

Appel à demandes de participation - Mission de collaboration relative au contrôle de qualité des réviseurs d'entreprises qui effectuent des contrôles auprès d'entreprises

SECTION IV: PROCEDURE

IV.1) TYPE DE PROCÉDURE

IV.1.1) Type de procédure

<input type="radio"/> Ouverte	
<input type="radio"/> Restreinte	
<input type="radio"/> Restreinte accélérée	Justification du choix de la procédure accélérée:
<input checked="" type="radio"/> Négociée	Des candidats ont déjà été sélectionnés <input type="radio"/> oui <input checked="" type="radio"/> non Dans l'affirmative, indiquer les noms et adresses des opérateurs économiques déjà sélectionnés à la section VI.3) Autres informations
<input type="radio"/> Négociée accélérée	Justification du choix de la procédure accélérée:
<input type="radio"/> Dialogue compétitif	

IV.1.2) Limites concernant le nombre d'opérateurs invités à soumissionner ou à participer (procédures restreinte et négociée, dialogue compétitif)

Nombre d'opérateurs envisagé	
ou Nombre minimal envisagé 5	et le cas échéant, nombre maximal 50
Critères objectifs de limitation du nombre de candidats:	

IV.1.3) Réduction du nombre d'opérateurs durant la négociation ou le dialogue (procédure négociée, dialogue compétitif)

Recours à une procédure se déroulant en phases successives afin de réduire progressivement le nombre des solutions à discuter ou des offres à négocier

oui non

Appel à demandes de participation - Mission de collaboration relative au contrôle de qualité des réviseurs d'entreprises qui effectuent des contrôles auprès d'entreprises

IV.2) CRITERES D'ATTRIBUTION

IV.2.1) Critères d'attribution [cocher la ou les case(s) concernée(s)]

Prix le plus bas

ou

Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction

des critères énoncés ci-dessous (les critères d'attribution doivent être indiqués avec leur pondération ou par ordre de priorité décroissante lorsque la pondération n'est pas possible pour des raisons démontrables)

des critères énoncés dans le cahier des charges, dans l'invitation à soumissionner ou à négocier ou encore dans le document descriptif

Critères	Pondération	Critères	Pondération
1.		6.	
2.		7.	
3.		8.	
4.		9.	
5.		10.	

IV.2.2) Une enchère électronique sera effectuée

oui non

Dans l'affirmative, renseignements complémentaires sur l'enchère électronique (le cas échéant)

IV.3) RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF

IV.3.1) Numéro de référence attribué au dossier par le pouvoir adjudicateur (le cas échéant)
2017/082

IV.3.2) Publication(s) antérieure(s) concernant le même marché

oui non

Dans l'affirmative,

<input type="radio"/> Avis de préinformation	<input type="radio"/> Avis sur un profil d'acheteur
Numéro d'avis au JO:	du (jj/mm/aaaa)
<input type="radio"/> Autres publications antérieures (le cas échéant)	

IV.3.3) Conditions d'obtention du cahier des charges et des documents complémentaires (sauf dans le cas d'un SAD) ou du document descriptif (dans le cas d'un dialogue compétitif)

Date limite pour la réception des demandes de documents ou pour l'accès aux documents	
Date 7/7/2017 (jj/mm/aaaa)	Heure 11:00
Documents payants	
<input type="radio"/> oui <input checked="" type="radio"/> non	
Dans l'affirmative , prix (en chiffres uniquement):	Monnaie:
Conditions et mode de paiement:	

Appel à demandes de participation - Mission de collaboration relative au contrôle de qualité des réviseurs d'entreprises qui effectuent des contrôles auprès d'entreprises
IV.3.4) Date limite de réception des offres ou des demandes de participation

Date 10/7/2017 (jj/mm/aaaa) Heure 11:00

IV.3.5) Date d'envoi des invitations à soumissionner ou à participer aux candidats sélectionnés (si elles sont connues): (dans le cas d'une procédure restreinte ou négociée et d'un dialogue compétitif)

Date (jj/mm/aaaa)

IV.3.6) LANGUE(S) POUVANT ÊTRE UTILISÉE(S) DANS L'OFFRE OU LA DEMANDE DE PARTICIPATION Toutes les langues officielles de l'UE Langue(s) officielle(s) de l'UE

ES	CS	DA	DE	ET	EL	EN	FR	IT	LV	LT	HU	MT	NL	PL	PT	SK	SL	FI	SV
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

 Autre:

Appel à demandes de participation - Mission de collaboration relative au contrôle de qualité des réviseurs d'entreprises qui effectuent des contrôles auprès d'entreprises
SECTION VI: RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**VI.1) IL S'AGIT D'UN MARCHÉ PÉRIODIQUE** *(le cas échéant)* oui non

Dans l'affirmative, calendrier prévisionnel de publication des prochains avis:

VI.2) LE MARCHÉ S'INSCRIT DANS UN PROJET/PROGRAMME FINANCÉ PAR DES FONDS COMMUNAUTAIRES oui non

Dans l'affirmative, référence du ou des projet(s) et/ou programme(s):

VI.3) AUTRES INFORMATIONS *(le cas échéant)***VI.4) PROCÉDURES DE RECOURS****VI.4.1) Instance chargée des procédures de recours**

Nom officiel: [Conseil d'Etat](#)
Adresse postale: [rue de la Science 33](#)
Localité/Ville: [Bruxelles](#) Code postal: [1040](#)
Pays: [Belgique](#) Téléphone:
Courrier électronique (e-mail): info@raadvst-consetat.be Fax:
Adresse internet (URL): www.raadvst-consetat.be

Organe chargé des procédures de médiation *(le cas échéant)*

Nom officiel: [Conseil d'Etat](#)
Adresse postale: [rue de la Science 33](#)
Localité/Ville: [Bruxelles](#) Code postal: [1040](#)
Pays: [Belgique](#) Téléphone:
Courrier électronique (e-mail): info@raadvst-consetat.be Fax:
Adresse internet (URL): www.raadvst-consetat.be

VI.4.2) Introduction des recours *(veuillez remplir la rubrique VI.4.2 ou, au besoin, la rubrique VI.4.3)*

Précisions concernant le(s) délai(s) d'introduction des recours:

Appel à demandes de participation - Mission de collaboration relative au contrôle de qualité des réviseurs d'entreprises qui effectuent des contrôles auprès d'entreprises
VI.4.3) Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours

Nom officiel:

Adresse postale:

Localité/Ville:

Code postal:

Pays:

Téléphone:

Courrier électronique
(e-mail):

Fax:

Adresse internet (URL):

VI.5) DATE D'ENVOI DU PRÉSENT AVIS:

21/6/2017 (jj/mm/aaaa)

Appel à demandes de participation - Mission de collaboration relative au contrôle de qualité des réviseurs d'entreprises qui effectuent des contrôles auprès d'entreprises
ANNEXE A**ADRESSES SUPPLÉMENTAIRES ET POINTS DE CONTACT****II) ADRESSES ET POINTS DE CONTACT AUPRÈS DESQUELS LE CAHIER DES CHARGES ET LES DOCUMENTS COMPLÉMENTAIRES PEUVENT ÊTRE OBTENUS**

Nom officiel: [Vous pouvez obtenir les documents via l'url suivant](#) Code d'identification national:

Adresse postale:

Ville:

Code postal:

Pays:

Point(s) de contact:

Téléphone:

À l'attention de:

E-mail:

Fax:

Adresse internet (URL): <https://cloud.3p.eu/Downloads/1/402/OV/2017>